

Robert DARCY, Susan WELCH et Janet CLARK, *Women, Elections and Representations*, New York, Longman, 1987, 181 p.

Pourquoi y a-t-il si peu de femmes en politique? De deux choses l'une: ou bien les femmes ne peuvent pas gagner lorsqu'elles sont sélectionnées, ou bien il n'y a pas assez de femmes qui sollicitent un mandat. Robert Darcy, Susan Welch et Janet Clark optent pour la seconde explication, après avoir démontré l'inexactitude de l'autre.

*Women, Elections and Representation* comporte quatre parties. La première traite la question de la représentation politique des femmes dans une perspective historique et philosophique. Ce qui en ressort principalement, c'est la relative nouveauté de l'idée d'une participation des femmes à la prise des décisions politiques. Cette capacité n'effleurait pas l'esprit de certains penseurs politiques, non plus celui des suffragettes américaines.

Dans les seconde et troisième parties de leur ouvrage, Darcy, Welch et Clark examinent trois types d'argument souvent invoqués pour expliquer la sous-représentation des femmes dans les institutions politiques. Ce sont: l'hostilité de l'électorat aux candidatures féminines; l'existence d'une conspiration contre les femmes, qui s'exprimerait dans la résistance des leaders politiques — majoritairement de sexe masculin — à la venue de nouveaux groupes sur la scène électorale, dont les femmes; enfin, les limites que les structures électorales posent à l'intégration des femmes en politique. Les deux premiers types d'explication, liés à l'hostilité de l'électorat et à la conspiration masculine, ne trouvent pas de fondements dans le contexte contemporain de la politique locale, étatique ou nationale aux États-Unis. Autrement dit, lorsqu'elles deviennent candidates, les femmes sont traitées de la même façon que les hommes par l'électorat et par les leaders politiques. Le sexe de la personne candidate n'agirait pas comme un critère de discrimination, négative ou positive, chez les électrices et les électeurs. De la même façon, les candidates et les candidats disposeraient du même financement en campagne électorale et recevraient proportionnellement leur lot de circonscriptions où la victoire apparaît